

Face aux dangers du nucléaire et pour en sortir,

le 15 octobre, la MOBILISATION passe par LA RUE



(PHOTO THÈQUE ROUGE/FRANCK HOULGATTE)

Malgré les tentatives du lobby pro-nucléaire de nous rassurer sur la sécurité, une seule solution, sortir du nucléaire... et vite !

Six mois après l'accident nucléaire de Fukushima, le camp pro-nucléaire essaye de tourner la page et de faire oublier ce qui n'est pour lui qu'un déboire dû à des conditions météorologiques exceptionnelles. Il est pourtant relativement affaibli. La sortie du nucléaire programmée en Allemagne et en Suisse, le référendum italien qui refuse, à une très large majorité, le recours à cette énergie, le retrait de Siemens de l'industrie nucléaire... sont autant de signes, qu'au niveau international, l'avenir du nucléaire est moins rose que ne le laissent penser ses plus fidèles promoteurs. Côté français, le volontarisme pro-nucléaire est toujours en vigueur chez les industriels et les gouvernants, qui tentent de fourguer leurs réacteurs aux puissances émergentes ou en leur accordant des financements pour la construction de centrales. Un des exemples les plus inquiétants, notamment après Fukushima, des dangers

de nucléaire dans les pays du Sud concerne l'Inde. À Jaitapur, en effet, Areva souhaite installer une centrale nucléaire, créant ainsi dans cette région le plus grand complexe nucléaire au monde, alors qu'elle est située sur une zone sismique à haut risque, que l'Inde ne dispose pas d'agence de contrôle du nucléaire indépendante et, qu'elle a refusé de signer le traité de non-prolifération nucléaire. Dans un tel projet, ce n'est pas seulement l'entreprise privée qui est en cause, mais bien l'État français qui, via une agence spécifique, la Coface, assure les financements pour la construction des réacteurs. Cependant, les partisans du nucléaire ne peuvent pas complètement faire abstraction de l'accident de Fukushima, et l'heure est aux discours sur la sécurité, aux contrôles et autres crash-tests, qui sont autant d'occasions de rassurer les populations. Pourtant, un rapport parlementaire rédigé en juillet dernier met en lumière

la perte de la culture de sécurité due à l'usage intensif de la sous-traitance qui, selon des députés (UMP et PS) « aboutit à une opacité potentiellement dommageable pour la sûreté des installations » et conduit à « une dilution extrême des responsabilités ». Mais remettre en cause la sous-traitance, qui selon EDF se compose tous métiers confondus de 20 000 fournisseurs de personnels, c'est remettre en cause la libéralisation du marché et la concurrence des entreprises, pour favoriser un contrôle de la puissance publique sur l'ensemble de la filière, ce qui n'est guère dans l'air du temps. Autre épine dans le pied du lobby nucléaire, l'EPR n'en finit pas de causer des problèmes, là encore de sécurité, dus à une perte de savoir-faire, et financiers puisque les députés eux-mêmes sont incapables d'obtenir une évaluation exacte du coût de construction du nouveau réacteur de Flamanville, prévu d'abord à 3 milliards d'euros, puis à 5, si

SUITE PAGE 2